



Monsieur le Préfet,
Madame la vice présidente du Conseil Départemental
Monsieur l'Inspecteur d'Académie
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Dans cette période électorale, on peut légitimement s'interroger sur l'état de notre démocratie. Les citoyens de notre pays délaissent le processus électoral, marquent une défiance vis-à-vis des candidats, des formations politiques et des élus. Deux électeurs sur 3 ne se sont pas déplacés dimanche dernier, et il y a fort à parier que le 2ème tour ne soit guère différent. Inquiétant, mais pas étonnant ! La période « COVID » n'a pas aidé, c'est certain, mais le débat politique proposé est-il à la hauteur des aspirations du peuple ?

On pourrait nous rétorquer que nos propos sont à côté des sujets qui nous préoccupent aujourd'hui, et pourtant... La politique éducative, et spécifiquement l'attribution des moyens sont décidées par les représentants du peuple, élus démocratiquement, même dans une élection à minima.

A minima, c'est bien le terme ! Contrairement aux représentants des organisations syndicales, lesquelles, pour notre département, ont été choisis par 2/3 des collègues en 2018 ! Ces mêmes représentants qui ont été exclus des commissions paritaires, commissions qui géraient les opérations de carrière en toute transparence et équité de traitement. Oui, la loi de transformation de la Fonction Publique est passée par là, et en cours de mandat, le pouvoir Macronien a modifié les règles et renforcé l'opacité et l'arbitraire en octroyant le pouvoir absolu à l'administration. Soit dit en passant, sans beaucoup d'opposition, dans les rangs politiques de tout bord...

Outre le fait qu'il s'agisse encore d'une tentative d'affaiblissement des organisations syndicales, tentative vaine, c'est un mépris absolu pour l'ensemble des personnels que nous représentons.

Ce n'est qu'un exemple, certes, mais rien d'étonnant que des citoyens se détournent des élus quand les élus eux-mêmes sabotent l'exercice de la démocratie en supprimant le dialogue social.

A la FSU, avec nos partenaires syndicaux, nous continuerons à contester cette loi, et nous porterons cette revendication dans les prochaines échéances électorales nationales qui s'ouvrent.

Rien d'étonnant non plus dans cette défiance quand on constate jour après jour les écarts qui se creusent entre des riches toujours plus riches qui se gavent, et des millions de citoyens qui en bavent. La France ne sera peut-être pas championne d'Europe de football mais elle a déjà la médaille d'or, avec une superbe première place dans le classement des nouveaux milliardaires des profits vaccinaux, avec le PDG de Moderna, Stéphane Bancel. En tout, ce sont 9 nouveaux milliardaires qui ont exploité la crise sanitaire en bénéficiant des faramineux profits des groupes pharmaceutiques qui ont le monopole sur la production de vaccins contre le COVID. Cela, alors même que les vaccins ont été en grande partie financés avec l'argent public. Ces 9 heureux élus ont amassé la rondelette somme de 19,3 milliards d'euros, somme qui permettrait par exemple de vacciner l'ensemble des pays à faible revenus !

Cherchez l'erreur, il est où le monde d'après ?

De la même manière, si nous pouvons nous féliciter des aides apportées à de

nombreux secteurs mis en grande difficulté par la crise sanitaire (excepté l'Éducation Nationale encore une fois oubliée), on peut déplorer que ces financements reposent sur l'argent public, les impôts tels qu'ils existent, notre contribution à toutes et tous, mais en prenant soin d'épargner les plus riches, les grands gagnants de la crise qui ont peu participé à l'effort national grâce à l'optimisation fiscale.

Pendant ce temps, le ministre Blanquer joue au bon élève, en rendant plus de 600 millions d'euros du budget de l'EN. C'est l'équivalent de 12600 postes d'enseignants. Ou bien de quoi réaliser une revalorisation un peu plus consistante que celle, ridicule, dont a accouché le Grenelle de l'éducation. Ou bien encore de quoi assurer une véritable reconnaissance salariale aux personnels précaires comme les AED ou encore les AESH. Quel pied de nez aux enseignants et personnels de l'EN !

Plus grave encore, quel pied de nez à l'École, aux élèves en souffrance depuis plus d'une année !

Des inégalités qui se creusent ? Pas grave, l'important, ce sont les radines économies effectuées sur le dos des élèves.

Suppression de 1800 postes dans le secondaire, réduction de 900 places au concours de PE, réformes des collèges et lycées qui rendent les choix pédagogiques impossibles et accentuent la concurrence généralisée entre établissements, enseignants et même élèves ? Pas grave, on se débrouillera bien, au prix d'insupportables dégradations des conditions de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves !

Le ministre se moque de nous en lançant des leurres, en annonçant d'hypothétiques formations, sur la laïcité par exemple et surtout en ne daignant même pas répondre à notre exigence d'un indispensable plan d'urgence pour l'École.

Au niveau départemental, la déclinaison de ces moyens de misère, ce sont des suppressions de postes avec une dotation négative dans le premier comme dans le second degré. Nous allons égrener la liste des situations et argumenter, même si les arbitrages sont déjà bien avancés. Les écoles ont besoin de moyens humains qui nécessitent des ouvertures. Mais nous pensons aussi à tous ces postes qui permettraient de répondre aux difficultés des élèves et de lutter contre les inégalités existantes, dans ce département socialement pauvre : les indispensables postes de RASED, les plus de maître que de classes disparus, les enseignants référents, les remplaçants...

Pour conclure, plutôt que de rendre des millions qui ne lui appartiennent pas, nous attendons toujours du ministre un véritable investissement dans l'École. Parce qu'un plan d'urgence est indispensable, parce que la situation actuelle est inacceptable, parce que l'année scolaire à venir ne doit pas être à l'image de celle que nous vivons, parce que nous avons besoin de moyens pour fonctionner dès la rentrée, parce qu'aucun élève ne doit être laissé sur le bord du chemin, parce que les personnels doivent être reconnus pour leurs missions.

Une autre École est possible et nécessaire, nous continuerons à nous mobiliser pour la gagner !

Les représentants FSU24